



RÉSUMÉ

Cette thèse est consacrée à la sociologie historique d'un domaine scientifique : l'histoire de l'Europe. Elle a pour objectif de retracer son histoire depuis sa genèse jusqu'à nos jours en mettant en évidence les interactions entre les institutions promouvant l' « histoire européenne » et les historiens ou les experts de l'enseignement secondaire de l'histoire actifs dans ce domaine.

Ce faisant, cette thèse entend contribuer à la sociologie politique de l'Union Européenne. Elle s'inscrit dans une série de travaux consacrés aux productions scientifiques relatives à l'Europe ou à l'Union Européenne et interrogeant la construction concomitante de l'UE et de savoirs participant à la formation d'une entité politique européenne. Dans ce cadre, cette recherche met en particulier en lumière le lien de l'espace académique spécialisé dans l'étude de l'Europe avec le pouvoir européen ainsi que son caractère international. Elle étudie également le rapport entre les savoirs portant sur l'intégration communautaire et ceux portant sur l' « Europe ». En outre, cette recherche entend contribuer à la socio-histoire de la science historique ainsi qu'à la sociologie des sciences et en particulier à la question des relations entre scientifiques (en l'occurrence historiens) et acteurs extra-scientifiques.

Pour ce faire, cette recherche repose sur une analyse des projets collectifs relatifs à l'écriture ou à l'enseignement de l'histoire de l'Europe impliquant des historiens ou des experts de l'enseignement secondaire de l'histoire français et/ou allemands, menés entre 1976 et 2007. Afin de rendre compte des évolutions qui marquent la période étudiée, les trois parties de cette thèse sont organisées selon un plan chronologique.

La **première partie** met en lumière le fait qu'un espace de recherche transnational dédié à l'histoire de l'Europe s'est structuré dès la seconde moitié des années 1970 et les années 1980. Deux pôles de recherche s'opposent alors. En coopération avec la Commission Européenne, un petit nombre d'historiens des relations internationales fondent un nouveau domaine de spécialité, l'histoire de l'intégration européenne. A l'opposé, quelques spécialistes d'histoire socioculturelle élaborent le projet d'écrire un manuel scolaire retraçant l'histoire de la « civilisation européenne », mais l'abandonnent bientôt en raison d'un manque de soutien politique et financier. L'histoire de l'intégration européenne est donc alors en situation de quasi-monopole.

La **seconde partie** examine la multiplication et la diversification des travaux relatifs à l'histoire de l'Europe entre la fin des années 1980 et celle des années 1990. Pendant cette décennie, l'ensemble des spécialités historiographiques tentent de contribuer à cette histoire et les projets en faveur d'un enseignement de l' « histoire européenne » se développent. Ces évolutions sont liées au contexte politique, mais aussi à la multiplication des institutions promouvant l'écriture et l'enseignement de l'histoire de l'Europe. Désormais, non seulement la Commission Européenne, mais aussi le Conseil de l'Europe, différents ministères, des organismes de soutien à la recherche, des fondations et des maisons d'éditions s'entendent avec des historiens, des représentants d'enseignants d'histoire et des didacticiens allemands autour d'une ambition : repenser l'histoire et son enseignement dans une perspective européenne qui inclue l'Ouest et l'Est, de manière à contribuer à l'avènement d'une Europe unie.

Enfin, un **épilogue** interroge la redéfinition des coopérations entre historiens et promoteurs de cette histoire entre 2000 et 2007. Tout d'abord, les financements institutionnalisés par des appels à candidatures prennent de l'ampleur, en particulier grâce à

l'ouverture à l'histoire des Programmes-Cadres de Recherche et de Développement. Ensuite, du fait de l'élargissement de l'UE et d'un « effet retour » de l'activité scientifique d'un ensemble de disciplines au sujet de l'Europe, la Commission Européenne se met à son tour à financer des projets relatifs à l'histoire de l'Europe entendue au sens large. De ce fait, les historiens de l'intégration perdent leurs relations privilégiées avec elle. Enfin, dans un contexte marqué par la multiplication des lectures officielles de l'histoire de l'Europe, des controverses publiques se développent au sujet de son « héritage chrétien », de la mémoire de l'Holocauste et de celle du communisme. Elles laissent apparaître le caractère très politisé de l'histoire. Le rêve d'un enseignement commun à tous les pays d'Europe est alors délaissé et un nombre croissant d'historiens se lancent dans des études interrogeant les représentations historiques de l'Europe. C'est donc moins la fin de l'histoire de l'Europe que de nouvelles formes d'écriture de cette histoire qui sont données à voir.